



Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

31 mai 2017

Ressources Géoméga inc.

Table des matières

1.	Profil de la société.....	3
2.	Sommaire corporatif.....	4
3.	Perspectives des 12 prochains mois	7
4.	Propriété Montviel	7
5.	Portfolio de projets aurifères	11
6.	Information annuelle choisie	14
7.	Résultats d'exploitation	14
8.	Résumé des résultats trimestriels.....	15
9.	Situation de trésorerie et sources de financement	16
10.	Obligations contractuelles	16
11.	Arrangements hors bilan	16
12.	Opérations entre apparentés	16
13.	Instruments financiers	18
14.	Données concernant les actions en circulation	18
15.	Régime d'option d'achat d'actions	18
16.	Risques et incertitudes.....	19
17.	Principales méthodes comptables, estimations, jugements et hypothèses critiques	24
18.	Évènements postérieurs à la date du bilan.....	24
19.	Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	25

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

Le présent rapport de gestion (le « Rapport de Gestion ») de Ressources GéoMégA inc. (la « Société » ou « GéoMégA ») constitue la revue par la direction des facteurs qui ont affecté la performance financière et opérationnelle de la Société pour l'exercice terminé le 31 mai 2017. Ce Rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mai 2017 préparés selon les normes internationales d'information financière (« IFRS »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

Le Rapport de Gestion contient des énoncés d'ordre prospectif, non appuyés par des faits historiques. Les énoncés prospectifs expriment, à la date de notre rapport de gestion, nos estimations, prévisions, attentes et opinions établies par la Société à l'égard d'événements et résultats futurs. Les énoncés prospectifs exprimés dans le rapport sont raisonnables, mais ils comprennent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Aussi, il pourrait y avoir des différences importantes entre les résultats réels et événements futurs et les prévisions formulées dans ces énoncés. Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats ou événements diffèrent sensiblement des attentes actuelles exprimées ou suggérées dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique, les fluctuations des cours des métaux précieux sur le marché, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des réserves minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société d'obtenir ce financement.

Davantage d'information sur la Société et ses opérations a été déposée électroniquement sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) au Canada (www.sedar.com).

Abréviation	Période
T1-16	1 juin 2015 au 31 août 2015
T2-16	1 septembre 2015 au 30 novembre 2015
T3-16	1 décembre 2015 au 29 février 2016
T4-16	1 mars 2016 au 31 mai 2016
Exercice 16	1 juin 2015 au 31 mai 2016
T1-17	1 juin 2016 au 31 août 2016
T2-17	1 septembre 2016 au 30 novembre 2016
T3-17	1 décembre 2016 au 28 février 2017
T4-17	1 mars 2017 au 31 mai 2017
Exercice 17	1 juin 2016 au 31 mai 2017
Exercice 18	1 juin 2017 au 31 mai 2018

1. PROFIL ET MISSION DE LA SOCIÉTÉ

GéoMégA est une société d'exploration et d'évaluation dont l'objectif est la découverte et la mise en valeur durable de gisements économiques de métaux au Québec. GéoMégA s'engage à respecter les normes de l'industrie minière canadienne et à se démarquer par son ingénierie innovante, l'engagement des parties prenantes et son dévouement à la transformation locale. Les actions ordinaires de la Société se transigent à la Bourse de croissance TSX sous le symbole GMA.

À mesure que la société passe des énergies fossiles à des sources alternatives d'énergie durables, GéoMégA croit que le futur de l'énergie verte réside dans un des éléments de terres rares (« ETR ») appelé néodyme. Le néodyme revêt une importance vitale pour la production d'aimants permanents à haute performance utilisés dans une grande variété de moteurs électriques. La demande de tels moteurs est en constante augmentation avec l'augmentation des initiatives en énergie durable tel que les véhicules électriques et hybrides et les éoliennes.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

1. PROFIL ET MISSION DE LA SOCIÉTÉ (SUITE)

Innord Inc. (« Innord ») représente le bras innovation de GéoMégA créé en mars 2015 pour optimiser la valeur du procédé de séparation en facilitant son développement grâce à des investissements directs de partenaires financiers clés. Innord est une filiale de GéoMégA qui détient tous les droits du procédé de séparation physique et les équipements de laboratoire précédemment détenu par GéoMégA. L'objectif principal d'Innord est la réussite de son procédé de séparation physique des ETR. Les futures initiatives en recherche et développement de la Société passeront désormais par Innord.

2. SOMMAIRE CORPORATIF

2.1 Placement privé

Le 11 août 2017, la Société a clôturé une première tranche de 235 000 \$ d'un placement privé sans courtier d'unités, chaque unité est composée d'une débenture convertible non garantie d'un montant principal de 1 000 \$ et de 5 000 bons de souscription d'actions ordinaires. Les débentures convertibles ont une date d'échéance de deux ans et portent intérêt à un taux annuel de 10 %, composée et payable trimestriellement à terme échu. La Société a la possibilité de payer l'intérêt en émettant un nombre d'actions ordinaires selon le cas, à un prix d'émission par action établi en fonction du prix moyen pondéré basé sur le volume des 20 jours précédents (« VWAP ») des actions ordinaires à la Bourse à la date d'échéance du paiement d'intérêts trimestriel. Un tel paiement d'intérêt en actions ordinaires sera assujéti à l'approbation de la TSXV.

Chaque bon de souscription donnera droit au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix de 0,10 \$ par action pour une période de douze mois à compter de la clôture du placement et, par la suite, au prix de 0,12 \$ par action jusqu'à vingt-quatre mois suivants la clôture du placement.

Les débentures convertibles seront convertibles en actions ordinaires au choix du titulaire à tout moment avant la date d'échéance en fonction du prix de conversion suivant, sous réserve de rajustements dans certaines circonstances: (i) au prix de 0,10 \$ par action ordinaire si converti pendant la période de douze mois à compter de la clôture du placement; et (ii) au prix de 0,12 \$ par action ordinaire si converti pendant la période suivant l'anniversaire de douze mois de la clôture du placement jusqu'à la date de vingt-quatre mois suivants la clôture du placement.

Les débentures convertibles seront assujétiées au rachat, en tout ou en partie, par la Société si la Société réalise le produit brut d'un placement privé subséquent de titres ou à la suite de l'exercice des bons de souscription d'un montant égal au produit brut du placement à tout moment après la clôture du placement en donnant aux détenteurs des débentures convertibles au moins trente et au plus soixante jours d'avis écrit préalable, au prix égal au capital en circulation des débentures convertibles plus tous les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat y compris une prime de rachat comme suit: (i) 10 % au cours des six premiers mois suivants la clôture; (ii) 5 % à partir de l'anniversaire de six mois de la clôture à l'anniversaire de douze mois suivant la clôture; (iii) 3 % après l'anniversaire de douze mois suivant la clôture jusqu'à la date d'échéance. Un porteur de débentures convertibles peut choisir de convertir ses débentures convertibles en fournissant à la Société un avis écrit à cet effet dans les cinq jours ouvrables suivant la réception par le titulaire de l'avis de rachat.

Certains membres de la direction et du conseil de la Société ont participé à cette première clôture du placement pour un montant total de 60 000 \$.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

2. SOMMAIRE CORPORATIF (SUITE)

2.2 Entente de détention des brevets et de royauté

Le 11 août 2017, la Société et Innord ont conclu une entente de détention de brevets et de royauté avec le chef de la technologie (« CTO ») pour assurer le développement et la commercialisation des technologies exclusives d'extraction et de séparation des terres rares de la Société à long terme. L'entente remplacera le contrat de 2013 qui avait accordé au CTO 1 000 000 de bons de souscription en échange du transfert par le CTO de certains droits de propriété intellectuelle à la Société, lesquels bons de souscription seront annulés en vertu de l'entente. La conclusion de l'entente sera assujettie à l'approbation de la Bourse et de la majorité des actionnaires.

La redevance portant sur l'extraction et la redevance portant sur la séparation (les « Redevances ») à accorder au CTO sur la commercialisation en vertu de l'entente peuvent être résumées comme suit:

- Redevance sur l'extraction de 1,5 % du bénéfice net pour les produits d'extraction. La redevance augmentera à 2 % si la marge bénéficiaire brute de l'opération (« GPM »), avant de soustraire les redevances, est supérieure à 40 % et elle sera réduite à 1 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.
- Redevance sur la séparation de 3 % de ventes nettes pour les produits de séparation. La redevance augmentera à 4% si le GPM, avant de soustraire les redevances, est supérieur à 40 % et il sera réduit à 2,5 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.

Conformément à l'entente, la commercialisation est censée avoir lieu au plus tôt de:

- La séparation d'oxydes à une échelle de 50 kg / jour de produits de séparation sous forme d'oxyde pour au moins (i) 10 jours ouvrables consécutifs ou (ii) 20 jours ouvrables au cours d'une période de 2 mois et la réception par la Société du paiement intégral d'un premier achat relatif à cette production.
- La mise en production de Montviel – si le projet Montviel de la Société a atteint 100 % de la capacité nominale ou 12 mois après avoir atteint 60 % de capacité ou après avoir atteint 60 % de la capacité qui ne remontera plus jusqu'à 100 %.

En outre, et afin de garantir l'engagement à long terme du CTO, l'entente prévoit que les travaux de développement qui ne sont actuellement pas couverts par les brevets que la Société a déjà déposés seront conjointement détenus par le CTO et la Société (pour le travail d'extraction) et Innord (pour le travail de séparation) jusqu'à la commercialisation, auquel cas ces droits seront attribués à la Société et Innord, selon le cas. Nonobstant les droits de propriété commune du CTO en ce qui concerne les nouveaux travaux de développement décrit ci-dessus, le CTO n'aura aucun droit de faire, d'utiliser, de vendre, de disposer, d'offrir à la vente, de délivrer des licences, d'importer, d'exporter ou de distribuer des produits ou des processus de pratique couverts par une ou plusieurs revendications des brevets ou de toute propriété intellectuelle sans le consentement écrit préalable de Société et/ou Innord, qui peuvent être retenues à leur entière discrétion. Toutefois, advenant un changement de contrôle ou une non commercialisation, le CTO se verrait octroyer une licence non exclusive de commercialisation.

2.3 Financement Innord

Le 3 mars 2016, la Société a annoncé l'appui de la Société du Plan Nord (« SPN »), de la Société de développement de la Baie-James (« SDBJ ») et de l'Administration régionale Baie-James (« ARBJ »), en investissant dans Innord. Avec cette injection de fonds, Innord, devrait recevoir un total de 500 000 \$ provenant de la SPN, de la SDBJ et de l'ARBJ. Une portion initiale de la subvention de 150 000 \$ sur une subvention potentielle totale de 250 000 \$ a été reçue de la SPN au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016. Le solde à recevoir de la subvention est conditionnel au respect de certaines conditions.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

2. SOMMAIRE CORPORATIF (SUITE)

Un investissement en capital total de 250 000 \$ a été reçu de SDBJ et ARBJ en juin 2016, lorsque la transaction a été finalisée. À la suite de cet investissement, la Société détient maintenant 96,16 % d'Innord. SDBJ et ARBJ ont différentes options d'échange qui dépendent de la conclusion, positive ou négative, de la phase 1A, soit l'atteinte d'une capacité d'un kilogramme par jour pour le procédé de séparation physique des ETR. La Société ne pouvant contrôler l'issue de la phase 1A, un passif financier correspondant à l'éventualité de l'échange des actions détenues par les investisseurs dans Innord contre une valeur de 500 000 \$ de ses propres actions a été constaté. Ce passif a été actualisé et au 31 mai 2017, le passif lié aux droits d'échange d'actions est de 477 840 \$. Aussi, dans certaines conditions, les investisseurs peuvent échanger leurs actions contre une redevance de 0,05 % sur les profits nets résultants de la production commerciale de l'usine de séparation ou une redevance de 0,1 % sur le revenu net de fonderie de la propriété Anik.

2.4 Vente des actifs aurifères

Le 8 décembre 2016, la Société a signé un acte de vente de titres miniers aurifères (le « Contrat de vente ») avec une société privée, Groupe Ressources Géomines inc. (« Géomines »). Le contrat de vente, qui a été clôturé le 24 mars 2017, porte sur tous les actifs non reliés aux terres rares (« non ETR ») détenus par la Société comprenant les propriétés Anik, Rivière à l'Aigle, McDonald, Gaspard, Comptois, Lac Storm, 3G et Maryse (la « Vente des actifs aurifère »). La Vente des actifs aurifères se fait conjointement avec la clôture d'une transaction entre Géomines et Black Springs Capital Corp. (« BSC ») au terme de laquelle BSC a acquis la totalité des actions en circulation de Géomines (l'« Acquisition »). Géomines possède un portefeuille d'exploration composé des propriétés WHN et Boisvert situées dans la province de Québec (les « Propriétés de Géomines »). Lors de la conclusion de l'Acquisition, Géomines et BSC ont fusionné et continué les opérations sous le nom d'Exploration Kintavar inc. (« Kintavar »).

Aux termes du Contrat de vente, une opération entièrement transigée en actions, la Société a reçu 17 857 143 actions de Kintavar à un prix réputé de 0,14 \$ par action, d'une valeur de 2 500 000 \$.

Effectif le 1 janvier 2017, Géomines a signé une entente pour engager la Société comme sous contracteur afin d'effectuer les travaux d'exploration sur les propriétés non ETR à partir du 1 janvier 2017.

Le 24 mars 2017, la Société détient 38,75 % des 46 079 160 actions ordinaires émises et en circulation de Kintavar. Le management de Kintavar se compose de Kiril Mugeran, président, chef de la direction et administrateur, Alain Cayer, vice-président exploration et Ingrid Martin, chef de la direction financière. À noter que ces trois personnes occupent les fonctions similaires dans la Société.

Le 10 avril 2017, la Société a approuvé la distribution, sous forme de retour de capital, de 4 888 003 (sujet aux arrondissements d'usage) actions de Kintavar aux actionnaires de la Société. Chaque actionnaire de la Société recevra 0,0625 action de Kintavar pour chaque action ordinaire de la Société détenue. Après cette distribution qui soumise à l'approbation des actionnaires de la Société lors de la prochaine assemblée annuelle, la Société détiendra 12 969 140 actions de Kintavar représentant 28,15 % des 46 079 160 actions ordinaires émises et en circulation de Kintavar.

2.5 Enquête AMF

Le 14 juillet 2016, la Société a annoncé l'ouverture d'une enquête, portant sur des activités de négociation sur les titres GéoMégA par un employé pouvant être en possession d'information et ayant pu être divulguée à d'autres, par l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), l'autorité en valeurs mobilières dans la province de Québec. À la lumière de ces allégations, la Société a mis en place des garanties opérationnelles pour protéger ses intérêts et ceux de ses actionnaires. La Société continue à suivre l'enquête à mesure que cette dernière avance.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

3. PERSPECTIVES DES 12 PROCHAINS MOIS

La validation de la technologie de séparation en transformant de résidus industriels a été et demeure le principal objectif de GéoMégA depuis 2015. La Société est déterminée à produire des oxydes de terres rares qui entrent dans la production d'aimants permanent, à partir de résidus industriels à forte teneur.

Les objectifs de la Société pour les 12 prochains mois incluent:

- Produire des oxydes de Neodymium (Nd) et Dysprosium (Dy) de grade commercial;
- Fournir des échantillons aux utilisateurs finaux pour les essais de qualification;
- Sécuriser l'approvisionnement en résidus;
- Produire des quantités vendable d'oxydes de terres rares;
- Produire des produits dérivés à partir des résidus;
- Diversifier l'approvisionnement des résidus afin de produire d'autres oxydes de terres rares (Pr, Tb, Sm, etc...).

4. PROPRIÉTÉ MONTVIEL

4.1 Sommaire des dépenses sur la propriété Montviel

Montviel	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Acquisition et renouvellement	5 305	5 928
Exploration		
Salaires et charges sociales	110 251	119 599
Rémunération à base d'actions	19 967	2 658
Géologie	4 212	19 200
Analyses et forages	9 142	9 760
Transport et hébergement	38 570	48 227
Géophysique et géochimie	28 805	13 540
Amortissement des immobilisations corporelles	12 070	60 043
Taxes, permis et assurances	7 018	13 124
Total exploration	230 035	286 151
Évaluation		
Plan d'exploitation minière	-	47 953
Hydrogéologie, géochimie, géotechnique et géomécanique	-	4 413
Métallurgie et schéma des procédés	8 595	65 893
Salaires et charges sociales - procédé de séparation	272 760	192 439
Procédé de séparation	79 983	31 278
Amortissement des immobilisations corporelles	45 273	-
Autres	-	14 916
Total évaluation	406 611	356 892
Total des dépenses brutes	641 951	648 971
Subventions gouvernementales	(128 379)	(198 496)
Crédits miniers	(9 661)	(12 558)
Dépenses nettes d'E&E – Montviel	503 911	437 917

Alain Cayer, géo., M.Sc., vice-président exploration, une personne qualifiée selon le Règlement 43-101, a supervisé et approuvé la rédaction des informations techniques de cette section.

La Société détient 100% de la propriété Montviel, située à environ 100 km au nord de la ville de Lebel-sur-Quévillon et 45 km à l'ouest de la Première Nation Crie de Waswanipi. La propriété Montviel comprend 177 claims miniers totalisant 9 831 hectares au 31 mai 2017.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

4. PROPRIÉTÉ MONTVIEL (SUITE)

La propriété est assujettie à une redevance de 2 % du produit net à NioGold Mining Corporation (« NioGold »). Le 27 mai 2015, la Société a conclu une entente avec NioGold en vertu de laquelle une option, sans frais, a été accordée pour racheter la redevance de 2% sur Montviel pour 2 millions \$.

Durant le mois de juin 2016, une reconnaissance géologique de la propriété Montviel fut initiée. L'objectif premier était d'investiguer la propriété pour son potentiel en métaux de bases et précieux dans le système alcalin de Montviel ainsi que dans les bandes de roches vertes au nord et au sud du système. Les résultats de cette première intervention n'ont donné aucune valeur économique, toutefois les travaux réalisés ont permis de mettre à jour quelques secteurs favorables aux minéralisations aurifères et un autre pour des minéralisations en métaux de bases. Suite à cette mise à jour, il y a eu des modifications dans les titres miniers afin de sécuriser les secteurs favorables. Ainsi, 35 nouveaux claims ont été ajoutés à la propriété, dans 2 secteurs qui présentaient un excellent potentiel et 23 claims ont été abandonnés en juillet et octobre 2016. Une intensification des travaux d'exploration dans ces secteurs sera proposée pour la prochaine campagne d'exploration. La compilation finale des travaux d'exploration réalisés au mois de juin 2016 sera complétée dans les prochains mois.

4.2 Étude économique préliminaire (« EEP »)

L'engagement corporatif au développement durable a dicté les paramètres opérationnels du projet Montviel suivants: i) scénario d'exploitation souterrain avec remblai en pâte, ii) réduction des réactifs devant être transportés par la route et iii) opérations électriques avec une ligne de courant à faible tension. Il aura fallu plus de 3 ans et demi de travaux et d'optimisation métallurgiques pour répondre à ces trois paramètres.

En 2015, le schéma des procédés de Montviel a été simplifié. La totalité de l'acide nécessaire pour l'hydrométallurgie sera générée sur le site avec l'insertion d'une unité de régénération d'acide en circuit fermé. De plus, 2 ajustements physiques à l'étape de la bénéficiation ont diminué significativement la masse de minerai se déplaçant à l'hydrométallurgie.

Pour terminer l'EEP, les principaux travaux restants sont les évaluations des coûts de l'usine et des infrastructures selon le schéma des procédés prévus de mai 2015 (voir communiqué de presse du 20 mai 2015). La Société se concentre activement sur la technologie de séparation et poursuivra les travaux restants de l'EEP subséquemment.

4.3 Géochimie environnementale

Les quatre (4) études environnementales sont toujours en cours. Aucune nouvelle information n'a été conclue. La planification pour le suivi des travaux pour 2017, notamment avec l'Université de Lorraine, sont en cours.

- Étude sur la qualité de l'air, en collaboration avec le Dr Parisa Ariya de l'Université McGill conjointement avec le programme FONCER – Mine de Savoir (CRSNG).
 - La première campagne d'échantillonnage sur la propriété Montviel et dans la communauté de Waswanipi a été achevée en juin 2016.
 - Les premiers résultats ont été livrés à la fin du trimestre T2-17 permettant d'établir une ligne de base pour les particules fines dans les environs du projet Montviel.
- Études sur les lixiviats des différentes lithologies de Montviel, en collaboration avec le Dr Benoît Plante (URSTM).
 - Une campagne d'échantillonnage a eu lieu en juin et octobre 2016 et les lixiviats ont été envoyés au laboratoire.
 - Quatre séances d'échantillonnage ont été envoyées à l'analyse depuis la mise en place des barils. Les résultats actuels ne montrent aucune problématique environnementale.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

4. PROPRIÉTÉ MONTVIEL (SUITE)

- Projet de doctorat sur le comportement géochimique (spéciation) des différentes formes de terres rares que l'on retrouve dans le gisement de Montviel, sous la supervision du Dr Benoît Plante (URSTM). Cette étude nous permettra de connaître la mobilité réelle des éléments de terres rares et du baryum dans l'environnement et ce faisant, de mieux évaluer les enjeux environnementaux. L'étude devrait se poursuivre sur une période de plus de 10 ans.
 - Une visite du projet Montviel par l'étudiant M. Mohamed Edahbi a été réalisée en octobre 2016. M. Edahbi, évaluera aussi les conséquences d'un changement d'échelle lors de tests cinétiques (cellules humides versus baril de 250 kg) dans le cadre d'un doctorat.
- Étude sur la biodisponibilité des terres rares pour les micro-organismes présents sur le site Montviel, en collaboration avec l'Université de Lorraine (Nancy, France) et la Dre Laure Giamberini.
 - La première phase de la collaboration a eu lieu à la fin de juin 2016. Cette première phase comprend un inventaire sommaire des micro-organismes présents sur le site Montviel et une étude sur la biodisponibilité des terres rares pour ces organismes.
 - Les premiers résultats ont été livrés et présentés sous forme d'affiche dans le cadre du COST Action (European Cooperation in Science and Technology, TD07). Les auteurs arrivent à la conclusion qu'il y a un manque de corrélation entre les concentrations en ETR dans l'environnement et la roche mère sous-jacente.

4.4 Procédé de séparation des terres rares par électrophorèse (brevet en instance) INNORD

Dr Pouya Hajiani, inventeur du procédé et CTO de GéoMégA a supervisé et approuvé les renseignements techniques de cette section.

La séparation des terres rares par électrophorèse a le potentiel de réduire le capital nécessaire à la construction d'usines de séparation comparativement à la construction d'usines reposant sur des techniques conventionnelles (c.-à-d. précipitation fractionnée, échange d'ions et extraction par solvant), d'optimiser la récupération des ETR et d'améliorer la performance environnementale des opérations. Le procédé n'utilise aucun solvant organique ce qui devrait avoir une incidence très favorable sur l'atténuation des risques environnementaux en plus de réduire les coûts d'exploitation.

L'électrophorèse est la migration des espèces chargées (ions, protéines, particules) dans une solution en présence d'un champ électrique. Chaque ion se déplace vers l'électrode de polarité électrique opposée. Pour un ensemble donné de conditions de la solution et d'intensité de champ électrique, la vitesse de migration dépend d'un nombre caractéristique appelé la mobilité électrophorétique. La mobilité électrophorétique est directement proportionnelle au rapport de la charge et de la taille de l'ion.

Le 21 juin 2016, la Société a annoncé qu'Innord a complété avec succès la séparation d'un mélange synthétique de trois éléments de terres rares, en utilisant son prototype initial dans son laboratoire de Boucherville. Innord a maintenant deux prototypes d'électrophorèses opérationnels et tout le savoir-faire acquis à l'interne.

Les tests de séparation réussis ont été faits avec le lanthane (La), l'euporium (Eu) et l'ytterbium (Yb). En travaillant avec ces trois éléments, la Société a été en mesure de valider et de comparer les résultats à ceux obtenus en 2014, alors que les tests initiaux à l'époque avaient été faits en collaboration avec FFE Service GmbH (Allemagne) sur ces mêmes trois éléments (voir communiqué de presse du 15 janvier 2014).

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

4. PROPRIÉTÉ MONTVIEL (SUITE)

Deux des principaux objectifs établis dans la phase actuelle du développement, soit de maximiser la capacité de débit et de minimiser le coût, ont été atteints avec succès à ce jour. Les deux prototypes montrent une réduction significative de l'empreinte avec une taille plus petite que celui utilisé en 2014. Plus encore, les tests effectués jusqu'à maintenant, se font dans un liquide qui contient 18 fois plus d'ETR par unité de volume. Nous travaillons de façon continue afin d'augmenter davantage la concentration des terres rares. La réduction des coûts est tout aussi apparente. Chaque prototype coûte environ dix fois moins que celui utilisé en 2014. Également, la consommation d'énergie du système par kg d'ETR a été réduite de manière significative au cours des derniers tests d'optimisation. Comme les précédents tests, la séparation des divers éléments se produit simultanément, ce qui reste l'un des principaux avantages de la technologie de séparation par électrophorèse d'Innord.

Le module initial, de conception flexible, permet d'ajuster les différents paramètres requis pour la séparation par électrophorèse. Avoir un tel dispositif à l'interne est un avantage considérable, car il permet d'ajuster rapidement une multitude de conditions afin de mieux comprendre et d'améliorer la séparation des terres rares par électrophorèse. À mesure que le travail avance, les tests se poursuivront sur d'autres concentrés synthétiques, commerciaux et de sources secondaires, et sur la production d'oxydes d'ETR de haute pureté. L'objectif actuel est d'améliorer la technologie en utilisant les prototypes actuels pour ensuite utiliser ces connaissances afin de construire une unité plus grande qui sera en mesure de traiter un plus grand volume de terres rares.

La réduction des coûts et la miniaturisation combinées à une augmentation de la concentration est de bon augure pour l'approche modulaire de la Société, ce qui devrait permettre une augmentation progressive de la capacité de traitement, tout en minimisant le risque lié au capital. Le prototype initial étant désormais opérationnel, les principaux travaux effectués parallèlement portent sur l'augmentation de la concentration, un point clé dans la démonstration que la séparation par électrophorèse peut être développée à plus grande échelle et ce de manière financièrement viable.

Les autres points importants restants pour compléter la phase 1A sont la modélisation numérique et la construction d'un prototype plus grand d'une capacité d'un 1 kilogramme par jour.

L'approche modulaire que la Société envisage donne beaucoup de flexibilité, quelles que soient les conditions du marché. Une technologie qui ne dépend pas de la source d'approvisionnement (qui peut traiter des sources primaires lourdes ou légères ou des sources secondaires), offre une opportunité solide pour percer progressivement le marché tout en faisant progresser le projet Montviel et se positionner ainsi favorablement pour construire une mine de terres rares au Québec.

Tous les tests et les analyses ont été effectués au laboratoire d'Innord dans les installations du Conseil national de recherches Canada à Boucherville, Canada. Les analyses sur chaque échantillon ont été effectuées en utilisant un spectromètre ICP-EOS.

Au cours du T2-17, du matériel de laboratoire additionnel a été acheté et servira à caractériser davantage le milieu de séparation des ETR. Ces données seront adaptées aux modules de séparation actuels et utilisées dans la conception de modules plus grands afin d'améliorer la séparation des ETR. Les travaux ont continué à améliorer la concentration des ETR pendant la séparation, incluant la sélection et l'essai de divers ligands. Une gamme plus large de champs électriques est maintenant envisagée pour améliorer encore la séparation en concentration plus élevée.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le gaz H₂ qui est produit dans le cadre du processus de séparation. Une méthode indirecte, actuellement proposée comme un procédé industriel à grande échelle en Amérique du Nord, est envisagée pour utiliser le gaz sur place afin de produire de l'eau et de l'électricité, ce qui aidera à réduire les coûts d'exploitation.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

4. PROPRIÉTÉ MONTVIEL (SUITE)

Au cours du T3-17, le travail s'est concentré sur la caractérisation de divers ligands et le milieu de séparation en anticipation des essais de séparation à haut concentration.

Durant le T4-17, le travail était orienté sur la séparation des ETR à haute concentration et au test de prétraitement qui œuvrent en parallèle avec le système de séparation par électrophorèse. L'objectif de ces tests est de simplifier l'opération du module d'électrophorèse ce qui pourrait avoir un impact positif important sur l'augmentation de l'échelle des prototypes.

5. PORTEFOLIO DE PROJETS AURIFÈRES

	T4-17	T4-16	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS ABANDONNÉES				
Anik				
Acquisition et renouvellement	-	119	10 655	119
Salaires et charges sociales	57 732	5 566	145 664	93 086
Géologie et prospection	159	-	160	-
Déplacements et hébergement	13 115	1 634	48 426	32 727
Analyses	803	181	1 475	22 586
Forage	93	-	2 155	9 900
Géophysique	-	-	44 063	9 880
Fournitures et équipements	8 453	153	18 365	7 507
Taxes, permis et assurances	856	15	5 909	2 592
Facturation selon entente	(81 211)	-	(223 086)	-
	-	7 668	53 786	178 397
MacDonald				
Acquisition et renouvellement	-	-	5 757	10 522
Salaires et charges sociales	717	-	2 627	108 724
Déplacements et hébergement	-	-	-	32 364
Analyses	-	-	-	27 390
Géophysique	-	-	-	5 090
Fournitures et équipements	1 289	-	1 289	4 996
Taxes, permis et assurances	-	-	-	1 118
Facturation selon entente	(2 007)	-	(2 007)	-
	-	-	7 666	190 204
Rivière à l'aigle				
Acquisition et renouvellement	-	-	1 346	3 480
Salaires et charges sociales	11 507	9 113	47 550	39 051
Géologie et prospection	159	-	159	-
Déplacements et hébergement	377	252	6 817	5 079
Analyses	-	-	9 571	6 356
Géophysique	-	-	25 199	650
Fournitures et équipements	3 208	776	6 602	1 939
Taxes, permis et assurances	-	-	8	-
Facturation selon entente	(15 259)	-	(16 816)	-
	-	10 141	80 436	56 664
Maryse				
Acquisition et renouvellement	-	(562)	-	955
Salaires et charges sociales	-	881	-	5 532
Déplacements et hébergement	-	-	-	12
Analyses	-	-	-	57
Fournitures et équipements	-	-	-	83
	-	319	-	6 639

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

5. PORTEFOLIO DE PROJETS AURIFÈRES (SUITE)

	T4-17	T4-16	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$	\$	\$
Gaspard				
Acquisition et renouvellement	-	1 447	-	1 658
Salaires et charges sociales	-	-	2 058	2 548
Déplacements et hébergement	-	154	1 681	154
Fournitures et équipements	-	704	43	864
	-	2 304	3 782	5 224
Lac Storm				
Déplacements et hébergement	-	-	-	100
Géophysique	-	-	-	650
	-	-	-	750
3G				
Salaires et charges sociales	-	581	897	2 644
Géophysique	-	-	-	650
	-	581	897	3 294
Comptois				
Acquisition et renouvellement	-	-	1 014	-
Buckingham				
Acquisition et renouvellement	-	-	-	1 437
Salaires, géologie et prospection	-	-	-	288
Analyses	-	-	-	(6 518)
Géophysique	-	-	-	6 518
	-	-	-	1 725
Crédits d'impôts	-	86 774	-	(17 242)
Sous total – activités abandonnées	-	111 190	142 174	425 545
ACTIVITÉS POURSUIVIES				
Génération de projets				
Salaires et charges sociales	24 072	-	69 310	-
Géologie et prospection	376	-	626	-
Déplacements et hébergement	565	-	1 630	-
Analyses	-	-	5 908	-
Géophysique	-	-	7 335	-
Fournitures et équipements	5 348	-	6 358	-
Taxes, permis et assurances	89	-	89	-
Facturation selon entente	(30 450)	-	(45 737)	-
	-	-	45 518	-
Crédits d'impôts	(3 458)	-	(3 458)	-
Total dépenses d'exploration et d'évaluation	(3 458)	-	42 060	-

Alain Cayer, géo., M.Sc., vice-président exploration, une personne qualifiée selon le Règlement 43-101, a supervisé et approuvé la rédaction des informations techniques de cette section. Toutes les propriétés aurifères ont été vendues à Kintavar le 24 mars 2017 (voir section 2.4).

Effectif le 1 janvier 2017, Géomines (maintenant Kintavar) a signé une entente pour engager la Société comme sous contracteur afin d'effectuer les travaux d'exploration sur les propriétés non ETR à partir du 1 janvier 2017. Tous les travaux sur les propriétés aurifères à partir de cette date ont été refacturés à Géomines puis Kintavar. Ainsi, la majorité des travaux décrits dans cette section ont été effectués entre juin et décembre 2016.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

5. PORTEFOLIO DE PROJETS AURIFÈRES (SUITE)

5.1 Anik (AU – 153 claims détenus à 100 %)

Quelques travaux de vérification géologiques ont été réalisés sur les tranchées "Bobby" et "Kovy" en préparation pour la campagne de forages proposés pour l'hiver 2017.

Un levé géophysique de polarisation provoquée (PP) et magnétique au sol a été réalisé en janvier 2017 dans le secteur Nelligan sur la propriété Anik. Le levé de 21 km linéaire a généré plusieurs cibles géophysiques qui seront investiguées par forage à la fin de l'hiver 2017. Parallèlement à la réalisation du levé, la planification et les demandes de permis pour la campagne de forage ont été faites.

5.2 Rivière à l'aigle (AU – 161 claims détenus à 100 %)

La propriété Rivière à l'aigle est localisée à 30 km au sud-ouest de la propriété Anik et 20 km au nord-est du secteur de Lac Windfall. La propriété présente un contexte géologique particulier et affiche de très fortes anomalies aurifères dans les levés historiques de tills. La propriété est localisée dans un secteur sous-exploré.

En juillet 2016, une campagne d'échantillonnage de tills a été réalisée dans les secteurs présentant de fortes anomalies aurifères. En tout 95 tills ont été prélevés manuellement ou mécaniquement et envoyés au laboratoire ODM (Overburden Drilling Management Limited) d'Ottawa afin d'en connaître le décompte des grains d'Or. Le concentré de minéraux lourds provenant de chaque till a été envoyé au laboratoire Actlabs (Activation Lab) pour en connaître la concentration aurifère. Parallèlement, un échantillon de la fraction fine (<0,15mm) de chacun des tills a été envoyé chez "ALS Laboratory Group" de Val-d'Or afin d'avoir les analyses multi-élémentaires.

Les résultats ont confirmé les fortes anomalies déjà présentes dans les levés de tills historiques mais aussi ont souligné quelques nouvelles trainées aurifères. Plusieurs de ces trainées feront l'objet de travaux de définitions à l'été 2017. Le rapport a été déposé et a permis de renouveler les claims concernés par les trainées aurifères. Afin de sécuriser certains secteurs, il y a 20 nouveaux claims qui ont été ajoutés à la propriété et 20 autres claims ont été abandonnées dans le secteur nord-est qui présentait de plus faibles anomalies.

5.3 Comptois (AU – 17 claims détenus à 100 %)

Deux blocs de 9 et 8 claims ont été jalonnés durant le T1-17 près de Lebel-sur-Quévillon, dans le secteur de la propriété « Comptois – Zone Osborne » de Minéraux Maudore Ltée.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

6. INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

	Exercice 2017	Exercice 2016 (ajusté voir section 18)	Exercice 2015 (ajusté voir section 18)
	\$	\$	\$
Revenus d'intérêt	(536)	4 731	15 329
Bénéfice (perte) net	169 983	(1 588 945)	(3 390 217)
Bénéfice (perte) de base et dilué par action	0,002	(0,024)	(0,063)

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION

7.1 Discussion pour l'Exercice 2017

Pour l'Exercice 2017, la Société a enregistré un bénéfice net de 169 983 \$ (perte de (1 588 945 \$) durant l'Exercice 2016) (voir section 17.1). Les principales variations sont :

- Salaires, charges au titre d'avantages sociaux du personnel, indemnité de départ et rémunération à base d'actions : 326 444 \$ (452 631 \$ durant l'Exercice 2016). Suite à des changements corporatifs, le nombre d'employés a été diminué. De plus une partie de la rémunération du chef de la direction est refacturée à Kintavar (la Société et Kintavar partage le même chef de la direction).
- Rémunération des administrateurs : 75 000 \$ (crédit de 17 500 \$ durant l'Exercice 2016). Pour le T3-16, une entente d'émettre des actions en règlement de la dette avec les administrateurs de la Société a été complétée.
- Dépenses d'exploration et d'évaluation, nettes des crédits d'impôt : 545 971 \$ (437 917 \$ durant l'Exercice 2016). Voir l'analyse des travaux aux sections 4 et 5.
- Honoraires professionnels : 297 883 \$ (237 891 \$ durant l'Exercice 2016). Changement dans le mix des professionnels utilisés (moins d'honoraires légaux et plus d'honoraires en comptabilité) et nomination d'une nouvelle équipe en comptabilité.
- Gain sur cession des titres négociables : 76 115 \$ (néant durant l'Exercice 2016). Gain réalisé la vente des 1 500 000 actions de Saint-Jean Carbon Inc reçues à la suite de la vente de la propriété de graphite Buckingham au début de l'Exercice 2017. La Société conserve une redevance 0,75% sur le produit net de la propriété.
- Recouvrement d'impôt différé : 98 442 \$ (174 103 \$ durant l'Exercice 2016). Ce recouvrement est comptabilisé pour refléter l'amortissement en proportion des travaux effectués de l'avantage lié à la renonciation des actions accréditatives émises le 30 décembre 2015. Tous les travaux liés à ce placement ont été complétés avant le 31 décembre 2016.
- Bénéfice net –activités abandonnées : 1 453 707 \$ (perte nette de 425 545 \$ durant l'Exercice 2016).

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Dépenses d'E&E, nettes des crédits d'impôt – activités abandonnées	(142 174)	(425 545)
Gain sur cession d'actifs d'E&E – Kintavar	1 524 490	-
Gain sur cession d'actifs d'E&E – Buckingham	71 391	-
Gain (perte) lié aux activités abandonnées	1 453 707	(425 545)

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION (SUITE)

- Le gain sur disposition de propriétés minières vendues à Kintavar s'établit comme suit :

	\$
Produit de disposition de propriétés d'E&E	2 500 000
Gain non réalisé sur cession de propriétés d'E&E	(958 710)
Frais de transaction	(16 800)
Gain sur cession d'actifs d'exploration et d'évaluation	1 524 490

Le gain non réalisé sera réalisé au fur et à mesure que la Société vendra les actions de Kintavar.

7.2 Discussion sur le T4-17

Pour l'Exercice 2017, la Société a enregistré un bénéfice net de 1 155 404 \$ (perte nette de 366 008 \$ durant le T4-16) (voir section 17.1). Les principales variations sont :

- Salaires, charges au titre d'avantages sociaux du personnel, indemnité de départ et rémunération à base d'actions : 44 420 \$ (93 377 \$ durant le T4-16). Suite à des changements corporatifs, le nombre d'employés a été diminué. De plus une partie de la rémunération du chef de la direction est refacturée à Kintavar depuis le 1 janvier 2017 (la Société et Kintavar partage le même chef de la direction).
- Dépenses d'exploration et d'évaluation, nettes des crédits d'impôt : 85 488 \$ (crédit de 43 334 \$ durant le T4-16). Voir l'analyse des travaux aux sections 4 et 5.
- Honoraires professionnels : 94 985 \$ (50 105 \$ durant le T4-16). Changement dans le mix des professionnels utilisés (moins d'honoraires légaux et plus d'honoraires en comptabilité) et nomination d'une nouvelle équipe en comptabilité.
- Bénéfice net - activités abandonnées : 1 524 490 \$ (perte nette de 111 752 \$ durant le T4-16).

	T4-17	T4-16
	\$	\$
Dépenses d'E&E, nettes des crédits d'impôt – activités abandonnées	-	(111 752)
Gain sur cession d'actifs d'E&E – Kintavar	1 524 490	-
Gain (perte) lié aux activités abandonnées	1 524 490	(111 752)

8. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Pour les huit trimestres les plus récents (ajustés voir section 17) :

	T4-17	T3-17	T2-17	T1-17
	\$	\$	\$	\$
Revenus d'intérêt	-	-	-	(536)
Bénéfice (perte) net	1 296 414	(309 839)	(475 011)	(341 581)
Bénéfice (perte) de base et dilué par action	0,017	(0,004)	(0,006)	(0,004)

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

	T4-16	T3-16	T2-16	T1-16
	\$	\$	\$	\$
Revenus d'intérêt	155	(768)	1 016	4 328
Bénéfice (perte) net	(366 008)	(105 456)	(429 433)	(688 048)
Bénéfice (perte) de base et dilué par action	(0,005)	(0,002)	(0,006)	(0,012)

9. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 mai 2017, la Société avait 80 690 \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie et 203 613 \$ à recevoir de Kintavar (reçu en date de ce présent Rapport de gestion). La Société disposait d'un fonds de roulement déficieux de 521 205 \$ (positif de 861,074 \$ au 31 mai 2016). La direction estime que le fonds de roulement ne sera pas suffisant pour répondre aux obligations et aux dépenses prévues jusqu'au 31 mai 2017.

Conséquemment, la direction doit obtenir des fonds supplémentaires pour mener en temps opportun des activités d'exploration et d'évaluation de la propriété Montviel et payer ses frais généraux et ses frais d'administration. L'incertitude économique mondiale perdure et contribue à la volatilité des marchés de capitaux, ce qui rend le financement par actions des sociétés d'exploration très difficile. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir incluant, sans s'y limiter, le financement par actions ou par emprunts. Bien que la direction ait réussi à obtenir du financement par le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. La note 1 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mai 2016 reflète ce doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation.

10. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société loue ses bureaux en vertu de contrats de location venant à échéance en mars 2018. En vertu du contrat de location, la Société a 30 jours pour résilier le contrat. La Société s'est également engagée dans 2 contrats de location simples pour des équipements de terrain venant à échéance respectivement en juin 2017 et janvier 2018. Aucun paiement de sous-location n'est prévu puisque tous les actifs détenus en vertu des contrats de location sont à l'usage exclusif de la Société. Les paiements minimaux de location totalisent 10 511 \$.

11. ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

12. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

12.1 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société comprennent les administrateurs, le président et chef de la direction, le chef des finances, le directeur de la technologie et le vice-président exploration. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Avantages sociaux à court terme du personnel		
Salaires, jetons administrateurs et règlement	567 195	508 798
Charges sociales	26 847	34 848
Honoraires professionnels	98 475	48 801
Total des avantages sociaux à court terme du personnel	692 516	592 446
Rémunération à base d'actions	81 492	48 221
Total de la rémunération	774 008	640 667

12.2 Transactions avec des parties liées

En plus des montants divulgués à la note 12.1 sur la rémunération des principaux dirigeants, voici les transactions entre parties liées :

Dans le cours normal des affaires :

- ◆ Une société au sein de laquelle Sébastien Vézina, secrétaire corporatif, est associé a facturé des honoraires totalisant 42 721 \$ (155 344 \$ durant l'Exercice 16).
- ◆ Une société contrôlée par Ingrid Martin, chef de la direction financière, a facturé des honoraires totalisant 53 452 \$ (néant durant l'Exercice 16) pour son équipe;
- ◆ Au 31 mai 2017, le montant dû aux parties liées s'élevait à 60 377 \$ (187 228 \$ au 31 mai 2016).

Hors du cours normal des affaires :

- ◆ Des administrateurs et dirigeants de la Société ont participé au placement privé d'actions accréditives de décembre 2015 pour 29 700 \$ et au placement privé du 23 février 2016 pour 500 000 \$. Les administrateurs et dirigeants ont souscrit aux placements d'unités et d'actions accréditives avec les mêmes conditions offerts aux autres souscripteurs;
- ◆ Règlements de dette en actions à un ancien haut dirigeant et aux administrateurs.

12.3 Indemnités en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle

Certains contrats de travail entre l'équipe de direction et la Société contiennent des indemnités en cas de fin d'emploi ou de changement de contrôle. Si la cessation d'emploi sans motif sérieux ou un changement de contrôle impliquant des modifications importantes dans les fonctions attribuées à des membres de la haute direction avait eu lieu le 31 mai 2017, les montants à payer pour l'équipe de la haute direction auraient totalisé 284 025 \$ et 717 600 \$ respectivement. Dans le cas d'une cessation d'emploi avec motif sérieux, aucune indemnité ne sera versée.

12.4 Facturation selon l'entente avec Kintavar

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	41 123	-
Acquisition de propriétés par jalonement	21 590	-
Frais d'E&E	287 646	-
Dépenses d'administration	5 741	-
Loyer	3 531	-
	359 632	-

Au 31 mai 2017, le montant dû par Kintavar s'élevait à 203 613 \$ (néant au 31 mai 2016).

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits dans les états financiers consolidés annuels du 31 mai 2017, à la note 21.

14. DONNÉES CONCERNANT LES ACTIONS EN CIRCULATION

	7 septembre 2017	31 mai 2017
Actions	78 258 049	78 258 049
Options d'achat d'actions	4 350 000	4 450 000
Bons de souscription	12 279 131	12 104 131
Options de courtiers	-	204 875
	94 887 180	95 017 055

Le 11 août 2017, la Société a clôturé 235 000 \$ d'un placement privé sans courtier d'unités, chaque unité est composée d'une débenture convertible non garantie d'un montant principal de 1 000 \$ et de 5 000 bons de souscription d'actions ordinaires. Les débentures convertibles seront convertibles en actions ordinaires au choix du titulaire à tout moment avant la date d'échéance en fonction du prix de conversion suivant, sous réserve de rajustements dans certaines circonstances: (i) au prix de 0,10 \$ par action ordinaire si converti pendant la période de douze mois à compter de la clôture du placement; et (ii) au prix de 0,12 \$ par action ordinaire si converti pendant la période suivant l'anniversaire de douze mois de la clôture du placement jusqu'à la date de vingt-quatre mois suivants la clôture du placement. La Société a la possibilité de payer l'intérêt de 10 % par année en émettant un nombre d'actions ordinaires selon le cas, à un prix d'émission par action établi en fonction du prix moyen pondéré basé sur le volume des 20 jours précédents (« VWAP ») des actions ordinaires à la Bourse à la date d'échéance du paiement d'intérêts trimestriel. (Voir la section 2.1 pour les conditions détaillées).

Un investissement total de 250 000 \$ a été reçu de SDBJ et ARBJ en juin 2016 où SDBJ et ARBJ ont différentes options d'échange qui dépendent de la conclusion, positive ou négative, de la phase 1A. Certaines options peuvent faire en sorte que La Société doivent racheter les actions que détiennent SDBJ et ARBJ dans Innord en émettant ses propres actions pour une valeur de 500 000 \$.

15. RÉGIME D'OPTION D'ACHAT D'ACTIONS

Le régime d'option d'achat d'actions vise à servir d'incitatif aux administrateurs, dirigeants, employés ainsi qu'aux fournisseurs de services qui seront motivés par le succès de la Société ainsi qu'à promouvoir la propriété d'actions ordinaires de la Société par ces personnes. Il n'y a pas d'indicateur de performance lié au régime relativement à la profitabilité ou à la gestion des risques. Le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est limité à 10 % des actions en circulation.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

16. RISQUES ET INCERTITUDES

Un placement dans les titres de la Société est très spéculatif et comporte de nombreux et importants risques. Ces investissements ne doivent être effectués que par des investisseurs dont les ressources financières sont suffisantes pour leur permettre d'assumer ces risques et qui n'ont pas besoin d'une liquidité immédiate de leurs investissements. Les investisseurs éventuels devraient examiner attentivement les facteurs de risque qui ont eu et qui pourraient à l'avenir avoir une incidence sur la Société et sa situation financière.

La discussion qui suit passe en revue un nombre important de risques qui, selon la direction, pourraient avoir une incidence sur les opérations de la Société. D'autres risques, non compris dans cette liste, peuvent ou pourraient éventuellement se manifester dans le secteur d'activité de la Société.

16.1 Risque financier et risque de continuité d'exploitation

La Société est considérée comme une société d'exploration et d'évaluation et ne dispose d'aucune source de revenus. Elle doit donc obtenir du financement régulièrement afin de poursuivre ses activités d'exploration et d'évaluation. La Société mise sur sa capacité d'attirer d'importantes sommes de financement pour obtenir le montant de capital minimum requis pour mener ses projets à terme et continuer l'exploitation de son entreprise. Bien que la Société ait réussi à amasser des fonds par le passé, rien ne garantit qu'elle réussira à l'avenir, ni que du financement suffisant sera disponible pour la Société ou que les conditions d'un tel financement seront favorables.

L'incapacité de se financer pourrait causer des délais ou forcer la Société à suspendre indéfiniment ses projets d'exploration et d'évaluation, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives matérielles sur les résultats d'opérations et sur la santé financière de la Société.

Les états financiers consolidés audités de la Société ne reflètent pas les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires si la Société était dans l'impossibilité d'assurer la continuité de ses activités. Il n'y a aucune garantie que toute hypothèse de la direction de la Société relativement à la continuité des activités demeurera exacte ou que la Société sera effectivement en mesure d'assurer la continuité de ses activités. La note 1 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mai 2016 reflète cette incertitude.

16.2 Risque lié à la volatilité des marchés financiers

Ces dernières années, les marchés boursiers ont connu un niveau élevé de volatilité des prix et de volume et les prix du marché des titres de nombreuses entreprises ont connu d'importantes fluctuations de prix qui ne sont pas nécessairement liées à la performance d'exploitation, la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de ces sociétés. Il ne peut y avoir aucune assurance que ces fluctuations ne continueront pas. On peut s'attendre à ce que, nonobstant toute réussite potentielle de la Société dans la création de valeur d'actifs, de revenus potentiels ou de flux de trésorerie, le cours de l'action de la Société sera soumis à l'évolution du marché en général, et que la valeur des actions ordinaires de la Société sera affectée par une telle volatilité.

En raison de cette volatilité extrême des marchés, les investisseurs se détournent des actifs qu'ils considèrent comme étant risqués pour se tourner vers ceux qu'ils perçoivent comme l'étant moins. Des sociétés comme GéoMégA sont considérées comme des actifs à risque élevé et leurs titres sont hautement spéculatifs. Étant donné la volatilité des marchés et le faible niveau de confiance des investisseurs, il peut être difficile pour la Société d'accéder aux marchés financiers pour réunir les capitaux dont elle aura besoin pour financer son niveau actuel de dépenses.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

16. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

16.3 Risque de dilution des actions ordinaires

Pendant la durée de vie des options sur actions ordinaires de la Société octroyées en vertu de son régime d'options d'achat d'actions, les porteurs ont la possibilité de bénéficier d'une augmentation du prix de marché des actions ordinaires résultant en une dilution des actionnaires dans l'intérêt de la Société. Les détenteurs d'options peuvent exercer ces titres à un moment où la Société aurait peut-être été en mesure d'obtenir du capital nécessaire grâce à une offre de titres à des conditions plus favorables que celles prévues par les droits de circulation. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires sur le marché, si tous ou une partie de ces droits en circulation ont été exercés, et l'éventualité que ces actions supplémentaires pourraient être vendues, pourrait avoir un effet dépressif sur le prix des actions ordinaires.

De plus, la Société aura besoin de fonds supplémentaires pour financer la poursuite de travaux d'exploration. Si la Société réunit des fonds supplémentaires en émettant des actions supplémentaires, ce financement pourrait avoir un effet dilutif sur les participations des actionnaires de la Société.

16.4 Risque lié aux conditions de l'industrie

L'exploration et la mise en valeur des ressources minières comportent des risques significatifs que même une évaluation soignée alliée à l'expérience et au savoir-faire ne peut éviter. D'importants investissements doivent être effectués préalablement à l'obtention de quelques revenus provenant des opérations. Plusieurs programmes d'exploration ne mènent pas à la découverte d'une minéralisation, ou la minéralisation découverte peut ne pas être en quantité suffisante pour une exploitation profitable. Des situations inhabituelles, des feux, des conflits de travail, inondations, explosions, glissements de terrain et l'impossibilité d'obtenir de la machinerie, de l'équipement ou de la main-d'œuvre sont quelques-uns des risques encourus dans la poursuite des programmes d'exploration et de l'exploitation minière.

La viabilité commerciale de l'exploitation de tout dépôt de métaux dépend aussi de plusieurs facteurs, dont les infrastructures, la réglementation gouvernementale, les prix, les taxes et les royautés. Aucune garantie ne peut être obtenue voulant que le minerai soit découvert en quantité, qualité, volume et teneur justifiant une exploitation commerciale sur les propriétés de la Société.

Plusieurs facteurs externes influent et peuvent avoir des impacts significatifs sur les résultats de la Société et sur ses besoins en financement et capitaux. De plus, l'exploitation d'un dépôt de terres rares comporte certains risques spécifiques à cette industrie, notamment la complexité et le coût de la séparation des terres rares, la difficulté potentielle à trouver des acheteurs et le potentiel que les acheteurs développent des technologies de remplacement qui utiliseraient moins ou pas d'ETR.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

16. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

16.5 Risque lié au calcul de ressources

Les réserves et ressources minérales identifiées sur les propriétés ne sont que des estimations, et aucune assurance ne peut être donnée que les réserves et ressources estimatives sont exactes ou que le niveau indiqué de minéraux sera produit. Ces estimations sont, en grande partie, basées sur l'interprétation des données géologiques obtenues à partir de forages et autres techniques d'échantillonnage. La minéralisation réelle et les formations géologiques peuvent être différentes de celles prévues. En conséquence, les estimations de ressources peuvent exiger des révisions lorsque plus de renseignements de forage ou d'autres informations sur l'exploration deviennent disponibles ou lorsque la production est initiée. En outre, il peut s'écouler de nombreuses années à partir de la phase initiale de forage avant que la production ne soit possible, et, pendant ce temps, le potentiel économique de l'exploitation d'une découverte peut changer.

En outre, les ressources peuvent ne pas démontrer leur viabilité économique et peuvent ne jamais être extraites par l'exploitant d'une propriété. Il ne faut pas supposer qu'une partie ou la totalité des ressources minérales sur les propriétés constituent ou seront converties en réserves. Les fluctuations des prix du marché du produit applicable, des coûts de production et de capital accrus ou des taux de recouvrement réduits peuvent rendre non rentables les réserves prouvées et probables sur des propriétés, et ce pour des périodes de temps indéfinies, ou peuvent rendre non rentables des réserves à teneurs de minéralisation relativement faibles.

En outre, des facteurs à court terme liés aux réserves, tels que la nécessité de développer les corps minéralisés de façon ordonnée, ou le traitement de minerai à teneur nouvelle ou différente, peuvent entraîner la réduction ou la non extraction des réserves. Ainsi, les réserves estimées pourraient devoir être recalculées sur la base de la production réelle.

Ainsi, tous ces facteurs peuvent obliger les opérateurs à réduire leurs réserves et ressources, ce qui pourrait entraîner un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation futurs et la situation financière de la Société si un de ses projets allait en production.

16.6 Titres de propriété

Bien que la Société a pris des mesures pour vérifier la validité des titres de propriété des biens miniers où elle mène des activités de prospection et acquiert des participations, en conformité avec les normes de l'industrie qui s'appliquent à la phase courante des travaux de prospection et d'évaluation, ces mesures ne garantissent pas la validité des titres de propriété de la Société, car ces titres peuvent être assujettis à des accords antérieurs non enregistrés ou à des revendications des peuples autochtones, ou encore peuvent ne pas être conformes aux exigences de la réglementation.

16.7 Permis et licences

Les opérations de la Société peuvent requérir des permis et des licences de différentes autorités gouvernementales. Il ne peut y avoir aucune assurance que la Société peut obtenir tous les permis et licences qui peuvent être requis aux fins de l'exploration, du développement et des opérations minières sur ses projets.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

16. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

16.8 Réglementation environnementale et autres

Les lois, les règlements et les mesures actuelles, possibles ou futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et des normes environnementales sont constamment réévaluées et pourraient devenir beaucoup plus strictes, ce qui pourrait nuire sérieusement à la Société ou à son aptitude à mettre en valeur ses propriétés de façon économique. Avant que la production ne puisse débuter sur une propriété, la Société doit obtenir les approbations des autorités réglementaires et environnementales. Rien ne garantit que de telles approbations soient obtenues ou qu'elles le soient en temps opportun. Le coût lié à l'analyse des changements dans la réglementation gouvernementale pourrait réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété. La Société maintient un programme de gestion des risques environnementaux qui comprend des plans et des pratiques opérationnelles et est d'avis qu'elle est en conformité avec les lois environnementales en vigueur.

16.9 Objectifs de recherche et développement et avancement

La Société établit des objectifs et fait des déclarations publiques concernant les résultats de ses travaux de recherche et développement de son procédé de séparation ainsi que le moment prévu de ces résultats. Les résultats futurs et le calendrier des résultats, sont importants pour le succès de la Société, mais sont incertains et peuvent varier en raison de facteurs tels que les retards ou échecs dans les financements prévus de la Société, les incertitudes inhérentes au processus de recherche et développement, la dépendance à l'égard du personnel clé et d'autres facteurs. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de respecter son calendrier actuel et d'obtenir les résultats de recherche et développement souhaités.

16.10 Législation minière et réglementation gouvernementale

Les activités de la Société exigent le respect des lois applicables ou de processus d'examen ainsi que l'obtention de permis d'utilisation du territoire ainsi que tous les autres permis et des autorisations similaires visant des activités minières globales futures et sont assujetties aux contraintes prévues dans ces lois. La Société estime qu'elle se conforme à tous égards importants aux lois existantes. Toutefois, il se peut que l'évolution de la réglementation gouvernementale ait une incidence défavorable sur la Société.

Même si la Société continue de s'assurer que ses projets d'exploration obtiennent le soutien des autorités municipales concernées et d'autres intervenants, il se peut que des modifications apportées aux différentes réglementations gouvernementales affectent ses projets d'exploration. En particulier, les projets d'exploration de la Société sont situés dans la province de Québec dont certains sont situés sur le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James. La création d'un Gouvernement Régional d'Eeyou Itschee Baie-James et les modifications apportées aux différentes terres de catégorie I, II et III pourraient entraîner un effet défavorable sur l'exploration et le développement des propriétés minières de la Société.

De plus, il se peut que l'actuel débat politique et social sur la distribution de la richesse minière au Québec et ailleurs entraîne une augmentation des redevances et des impôts miniers, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités minières de la Société.

16.11 Risques liés aux contrôles internes

Afin de pouvoir donner une assurance raisonnable que les états financiers et la divulgation financière de la Société sont fiables, la Société a la responsabilité de concevoir et implanter des contrôles internes appropriés. Toutefois, la direction n'est pas tenue de produire une attestation au regard de l'évaluation, la conception et l'efficacité des contrôles, et n'a pas effectué une telle évaluation.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

16. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

La Société a revu ses contrôles concernant la divulgation financière et a identifié certaines faiblesses qui sont dues au faible nombre d'employés dans la Société, rendant impossible une ségrégation complète des tâches qui seraient considérées incompatibles dans une société ayant un plus grand nombre d'employés. De plus, des limites inhérentes à la capacité des dirigeants de la Société à mettre en place, à coût raisonnable, des contrôles pourraient se traduire par des risques additionnels quant à la qualité, la fiabilité, la transparence et au respect des délais dans le dépôt des rapports intermédiaires, annuels et autres rapports produits en vertu des lois sur les valeurs mobilières.

Ces faiblesses dans les contrôles internes de la Société pourraient résulter en une probabilité non négligeable que des erreurs matérielles ne soient pas détectées au niveau de la divulgation financière de la Société. La direction et le conseil d'administration travaillent afin de mitiger le risque de divulgation d'erreurs importantes. Toutefois, aucune assurance ne peut être donnée que ce risque peut-être réduit à une probabilité négligeable de divulgation d'erreurs importantes.

16.12 Territoires et revendications autochtones

Bien que la Société possède les droits d'explorer ses propriétés minières, elle doit tenir compte des revendications potentielles des communautés autochtones environnantes de ses propriétés. La Société s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec les communautés autochtones.

16.13 Fiscalité

Les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources et les crédits de droits miniers pour pertes (« les crédits d'impôt ») sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer des administrations fiscales à la date de clôture de ses états financiers. Il existe toutefois des incertitudes quant à l'interprétation des règles fiscales, de même qu'en ce qui concerne le montant et le calendrier du recouvrement de ces crédits d'impôt. En conséquence, il peut y avoir une différence importante entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt à recevoir et le montant réel des crédits d'impôt reçu par suite de l'examen, par les administrations fiscales, des questions dont l'interprétation était incertaine ce qui aurait une incidence sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

16.14 Litige

Toutes les industries, y compris l'exploration minière, sont soumises à des poursuites judiciaires qui peuvent être avec ou sans mérite. Les frais de défense et de règlement peuvent être importants, même pour des demandes qui n'ont pas de mérite. Notamment, les litiges potentiels peuvent survenir par rapport à une propriété pour laquelle la Société est dans le processus d'évaluation, en vue d'en faire l'acquisition éventuelle, et/ou détient un intérêt direct ou indirect dans l'exploration et/ou le développement.

GéoMégA peut ne pas avoir d'influence sur le litige ni avoir accès aux données reliées. Dans la mesure où les litiges résultent en l'arrêt ou la réduction (temporaire ou permanente) de l'exploration et du développement d'une propriété, il pourrait y avoir un effet défavorable important sur la valeur de la Société et sur sa situation financière. Le processus judiciaire est incertain en soi, et il ne peut y avoir aucune assurance que la résolution d'une procédure judiciaire n'aura pas d'incidence défavorable importante sur les flux de trésorerie futurs, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

16.15 Dépendance au personnel clé

Le développement de la Société est et continuera d'être dépendant de son habilité à attirer et retenir un personnel de gestion et d'exploration minière compétent. La Société fait face à la concurrence de d'autres sociétés minières.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

16. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

16.16 Conflit d'intérêts

Certains administrateurs de la Société sont aussi administrateurs, dirigeants ou actionnaires d'autres compagnies qui sont aussi engagées dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de ressources naturelles. De telles associations peuvent occasionner des conflits d'intérêts. Les administrateurs de la Société sont requis par la loi d'agir honnêtement et de bonne foi au meilleur intérêt de la Société et de dévoiler tout intérêt qu'ils puissent avoir dans tout projet ou opportunité de la Société. Si un conflit d'intérêt survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point.

17. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES, ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES CRITIQUES

La préparation d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui ont des incidences sur les montants présentés aux états financiers et dans les notes afférentes. Une description complète et une présentation détaillée des principales méthodes comptables et des jugements, estimations et hypothèses utilisées par la Société sont fournies dans les états financiers consolidés annuels du 31 mai 2017, aux notes 1, 2 et 3.

17.1 Modification de convention comptable

La Société a historiquement capitalisé ses dépenses liées aux activités d'E&E en vertu d'*IFRS 6 – Prospection et évaluation des ressources minérales*.

Durant l'exercice 2017, la Société a adopté volontairement un changement à sa politique comptable relativement aux dépenses d'E&E, tel que permis et accepté par les IFRS. La nouvelle politique comptable indique que les dépenses d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées à l'état des résultats, jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du futur développement de la propriété soient établies, et que ce développement reçoive l'approbation du conseil d'administration.

La Société a déterminé que ce changement volontaire de politique comptable donnera des états financiers avec des informations plus pertinentes tout en amenant la Société au diapason avec ses pairs qui adoptent une convention comptable similaire.

Ce changement a été mis en place pour toutes les activités d'E&E sur toutes les propriétés de la Société.

En vertu d'*IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, le changement de politique comptable a été fait rétroactivement et les comparables ont été ajustés pour toutes les périodes présentées, comme si la politique avait toujours été en place. Se référer à la note 4 des états financiers de l'Exercice 2017 pour les tableaux qui présentent l'incidence de la modification de la convention comptable pour les lignes des états financiers consolidés ajustés.

18. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Se référer aux sections 2.1, 2.2 et 1.4 pour les détails sur les événements postérieurs à la date du bilan.

Ressources Géoméga inc.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017

19. RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Société sont la responsabilité de la direction de la Société. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux normes IFRS. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations, de jugements et d'hypothèses. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer une présentation juste des états financiers à tous les égards importants.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration sur la base des estimations, jugements et hypothèses présentés par la direction et des attestations du chef de la direction et du chef des finances.

Le 7 septembre 2017

(S) Kiril Mugerma

Kiril Mugerma

Président et chef de la direction

(S) Ingrid Martin

Ingrid Martin

Chef de la direction financière